

L'Avis Ouvrier

Le bulletin des syndicalistes de classe

54E CONGRÈS : DANS LA TRISTE CONTINUITÉ DE L'ÈRE MARTINEZ, UN DOCUMENT D'ORIENTATION QUI ACTE LE RENONCEMENT

Le projet de document d'orientation présenté par la direction confédérale sortante laisse perplexe, pour ne pas dire qu'il exaspère.

Alors que le bloc impérialiste emmené par les États-Unis se réarme à un niveau inédit, dans la perspective d'un affrontement du bloc euro-atlantique avec la Russie et la Chine, **le préambule du document reste quasiment muet sur la montée des tensions internationales.** Certes, il évoque l'extrême droite à l'échelle mondiale, mais ne mentionne ni les agissements criminels de Trump et de Netanyahu (en particulier la guerre d'agression en cours contre l'Iran et le Liban, la mainmise de Trump sur le Venezuela et le siège affameur visant à renverser le socialisme cubain), ni l'activisme va-t-en-guerre de Macron et du néo-militarisme allemand de Merz, ni l'OTAN, ni l'objectif des 5 % du PIB consacrés aux dépenses militaires, exigé par Trump et entériné par ses membres.

Plus loin, **si la sortie de la France de l'OTAN est encore revendiquée – fort heureusement –, les termes mêmes d'« économie de guerre » et d'« impérialisme » n'apparaissent chacun qu'une seule fois dans l'ensemble du texte.**

À l'heure où le monde n'a jamais été aussi proche d'un basculement majeur, où le risque d'un conflit mondial entre puissances nucléaires menace l'ensemble du vivant, et où les travailleurs expriment une inquiétude croissante face à la situation internationale et à ses effets présents et à venir sur l'emploi et sur le pouvoir d'achat populaire, le document proposé ne consacre que quelques lignes sans analyse sérieuse de cet enjeu historique.

Sur le plan européen, le texte reconnaît la nocivité de la Commission européenne pour les travailleurs, mais uniquement pour plaider en faveur d'une hypothétique « réorientation sociale » de l'Union européenne, alors même que l'UE arrimée à l'OTAN révèle qu'elle n'est ni n'a jamais été rien d'autre qu'une machine de guerre du capital contre les classes laborieuses, contre la souveraineté des peuples, contre la paix continentale et contre une véritable coopération internationale. Cette perspective "euroconstructive" totalement illusoire et démobilisatrice déplace le terrain de la lutte du niveau national vers le niveau supranational, là où toute transformation réelle est rendue impossible par une construction européenne façonnée par et pour le



grand capital: en effet, "l'économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée" des traités européens est foncièrement antinomique de l'existence des services publics à la française, de la Sécu et des retraites solidaires fondées par Croizat, de la défense et de la reconstruction du produire en France industriel et agricole. **Plus fondamentalement encore, la dissolution en cours de la République française dans l'Etat fédéral européen dirigé par Ursula von der Leyen, téléguidé par Washington et**

"managé" de fait par Berlin prohibe par avance toute forme de changement social centré sur le monde du travail.

Ce positionnement marque une rupture avec l'histoire de la CGT, celle de Frachon, Séguoy ou Krasucki, qui s'était opposée à chaque étape de la prétendue "construction" européenne : de la CECA au traité de Rome, de Maastricht à la Constitution européenne. Cette ligne de classe indissociable d'une défense de l'intérêt national bien compris, a été pro-

gressivement abandonnée, ouvrant la voie aux reculs sociaux massifs, à la fascisation politique, à la casse des libertés syndicales que nous connaissons aujourd'hui. Elle a également créé le terrain pour une montée de l'extrême droite s'efforçant de dévoyer l'énorme colère populaire vers le racisme, la haine des travailleurs musulmans et la xénophobie.

Sur le plan intérieur, l'absence de revendication autour de la démission de Macron, pourtant largement plébiscitée dans le monde du travail, est tout aussi révélatrice.

Concernant les luttes, le document en parle longuement, mais uniquement à travers le prisme des structures syndicales prises isolément, et non de la confédération dans son rôle d'impulsion. Il s'agit d'accompagner des mobilisations existantes, non d'en créer les conditions. Le mot d'ordre du " tous ensemble et en même temps ", éventuellement assorti de l'appel à bloquer offensivement les profits capitalistes, semble ainsi renvoyé à une forme de spontanéité, plutôt qu'à une construction consciente et organisée. Dès lors, une question se pose : à quoi sert la confédération si elle ne joue pas ce rôle central ? D'autant que, dans les faits, la convergence, ou plutôt la NON-convergence des luttes est renvoyée à l'Intersyndicale pilotée par le pseudo-syndicalisme CFDT et parraînée la la Confédération

Européenne des Syndicats (pro-Maastricht et pro-OTAN) qui ne fait rien de sérieux pour fédérer l'Europe des luttes contre les directives européennes, le traité UE/Mercosur, etc.

Cette orientation s'inscrit dans la continuité du 53^e congrès (et même avant) : **ne fixer aucune perspective claire, aucune date de mobilisation d'ampleur. La dernière initiative confédérale remonte au 2 décembre 2025**, une journée sans lendemain, qui a surtout servi de caution à la participation de la direction confédérale à la conférence sociale bidon organisée par Lecornu et Macron.

En réalité, le document met l'accent sur la situation interne de la CGT. Guerre en préparation, montée de l'extrême droite, crise économique frappant durement les travailleurs, recul de la souveraineté nationale et du produire en France industriel et agricole (et du créer en France et en français: recherche publique, spectacle vivant, tout recule!) broyé par les traités transatlantiques signés par l'UE : face à ces enjeux, la priorité affichée serait... de se recentrer sur l'organisation elle-même. Tout un programme !

Dans cette logique, un **objectif est clairement avancé : le rapprochement avec la FSU, à travers la création d'une « maison commune »**. Si l'unité syndicale peut être

un objectif légitime, elle ne saurait se construire à n'importe quel prix. Or, la FSU apparaît aujourd'hui sur une ligne au moins aussi peu offensive sur les luttes, et assume par ailleurs des positions bellicistes, dans un contexte où les oppositions internes y sont plus faibles qu'à la CGT (la tendance Unité et action, historiquement proche de la CGT, est totalement ralliée à l'euro-péisme et fait partie de l'union sacrée européiste à propos de l'Ukraine).

Ce projet éclaire sur le caractère largement édulcoré du document d'orientation.

En conclusion, tout indique que ce 54^e congrès sera étroitement verrouillé, afin d'éviter une répétition du 53^e, marqué notamment par le rejet du rapport d'activité par des syndicalistes de lutte dont certains, à Marseille notamment, ont été odieusement réprimés. Pourtant, on peut légitimement s'interroger : qu'est-ce qui a changé en trois ans – entre euro-manifestations sans portée, participation aux conférences sociales bidon et légitimation de facto des gouvernements Macron pourtant massivement rejetés – qui justifierait aujourd'hui une approbation de ce texte ?

Heureusement, quelques syndicats, UL, UD et fédérations restaient fidèles au combat de classe, ont déjà lancé la bataille. Plus que jamais

nous les appelons à se concerter ouvertement, à tisser offensivement des liens, à oser s'adresser ensemble et ouvertement aux travailleurs comme le firent avec honneur les animateurs anti-impérialistes et anticapitalistes du courant et du journal La Vie Ouvrière durant la première guerre mondiale, à une époque où déjà, les dirigeants réformistes de la CGT d'alors s'étaient fondus dans l'union sacrée belliciste. Pour le syndicalisme de classe en effet, la défensive et le repli sur chaque syndicat et corporation signifie la défaite assurée alors que le "tous ensemble en même temps des forces rouges" dans l'esprit du meeting de Gardanne de 2021 est le gage d'une parole forte, audible de tout le monde du travail. **Les militants de l'Avis ouvrier, qui soutiennent par ailleurs les efforts de la FSM anti-capitaliste, antifasciste et anti-impérialiste à l'international, sont prêts à participer à toute rencontre,** à toute élaboration collective, à tout appel à l'action visant à sortir la classe ouvrière et le monde du travail, et par ailleurs la CGT tout entière, de la dynamique de repli actuelle qui pourrait bien finir par devenir mortelle pour notre syndicat que les peu combattives orientations actuelles ont déjà spolié de sa place historique de premier syndicat français au profit des orientations jaunes de la CFDT et de la CES.

Les militants de la CGT, mais aussi d'autres organisations syndicales qui éditent ce bulletin sont proches, pour certains, du Pôle de Renaissance Communiste en France et le revendiquent fièrement. D'autres sont sans attache partisane particulière mais TOUS constatent que loin d'avoir appris du dernier congrès de la CGT, de la défaite qu'a subie le monde du travail sur les retraites et du choix désastreux de cautionner l'euro-réformiste Laurent BERGER et son « dialogue social » bidon avec Macron, les confédérations syndicales dites « de lutte », y compris la CGT, continuent d'accompagner la « construction européenne » qui détruit notre pays, nos salaires, nos conquêtes sociales, notre industrie, notre agriculture et nos services publics.

Dans l'intérêt même de la CGT, du syndicalisme de CLASSE et du monde du travail,
FAISONS ENTENDRE ET DIFFUSONS L'AVIS OUVRIER !